

19/01/2018 ← ALLOCUTION DE MONSIEUR SYLLA LASSANA, INSPECTEUR GENERAL DES FINANCES

- Monsieur le Ministre, Inspecteur Général d'Etat ;
- Monsieur le Secrétaire Général de l'Inspection Générale d'Etat ;
- Monsieur le Directeur de Cabinet de l'Inspecteur Général d'Etat ;

L'année 2017 vient de passer le témoin à 2018. Toute nouvelle année mérite que l'on s'attarde, à son amorce, pour présenter ses vœux comme de coutume.

Nous voici,

- les Inspecteurs d'Etat ;
- les Inspecteurs Généraux des ministères ;
- les Inspecteurs Généraux des Régies Financières (Douanes, Impôts et Trésor);
- le DG du Portefeuille de l'Etat ;
- l'Inspecteur Auditeur Général ;
- le Secrétaire Permanent de l'Inspection Générale des Finances ;
- les Inspecteurs Généraux Adjoints ;
- les Contrôleurs d'Etat et les Auditeurs ;

Nous voici-dis-je avec vos collaborateurs les plus proches et l'ensemble de votre personnel, rassemblés au tour de vous, Monsieur le Ministre AHOUA N'DOLI, Inspecteur Général d'Etat, pour vous présenter, par ma modeste voix, nos vœux

Je voudrais de prime abord, remercier l'ensemble de mes collègues pour l'honneur qui m'est fait d'être leur porte-parole. Je dois avouer que c'est un privilège peu aisé car, traduire les vœux et pensées de personnes si éminentes est une vraie gageure. Tout en sollicitant leur indulgence par avance, j'espère que mon propos rencontrera leur assentiment, ou, à tout le moins, s'en rapprochera.

Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat,

Lors de notre première rencontre, initiée par vos soins, le 6 décembre dernier, vous avez bien voulu partager votre vision des rapports devant régir l'ensemble des acteurs relevant des organes du contrôle de l'ordre administratif.

Je voudrais en retenir quelques points saillants, à savoir :

- La noblesse de nos fonctions, qui ne sauraient s'apparenter à des voies de garage ;
- L'institutionnalisation de rencontres semestrielles ;
- L'implémentation complète des directives communautaires relatives à notre secteur d'activités ;
- La formation et le renforcement des capacités de tous les acteurs.

Nous ne pouvons qu'y souscrire entièrement, tant le constat est judicieux et les propositions sont hardies.

En effet, partout dans le monde, l'on observe des mutations, aussi bien dans la gestion que dans le contrôle de la chose publique, liées à une vigilance et des exigences accrues des populations, des leaders d'opinion, des bailleurs de fonds, qui exigent une gouvernance vertueuse et la reddition des comptes de tous ceux qui exercent des responsabilités officielles.

Notre pays ne saurait être en marge d'un tel bouleversement. Nos autorités, au plus haut niveau, en sont conscientes.

En témoignage, la charte d'éthique du Gouvernement dont le cinquième pilier, nous rappelle que « **nous devons cultiver l'excellence et promouvoir la bonne gouvernance. Le strict respect des lois et règles de la République est une nécessité d'intérêt national dont dépendent à la fois le relèvement moral de notre pays et son développement intégral et durable.** »

Dans un tel contexte, le rôle des structures administratives de contrôle comme les nôtres, ne peut qu'être revalorisé et réorienté.

Pour épouser pleinement l'air du temps, nous devons réussir le passage de la vision ancienne de l'inspection qui consistait à faire le gendarme, à la vision nouvelle, qui ne se limite pas à souligner seulement les manquements, mais aussi à accompagner et à conseiller ; elle consiste, également, à ne pas faire que des constats mais à être un catalyseur, à impulser le changement et la migration vers les meilleures pratiques.

En un mot, nous devons faire notre aggiornamento, faute de quoi, nous serons réduits à la portion congrue et condamnés à constater le dépérissement de nos attributions.

Le contrôle administratif devient donc un tout autre métier, voire un nouveau métier, un métier d'excellence, plus complexe et plus opérationnel certes, mais aussi et surtout, plus exaltant.

Il requiert dès lors un cadre institutionnel adapté et des moyens additionnels.

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

si nous voulons, comme le demandait Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat, lors de la rencontre de décembre, que les animateurs des différentes inspections deviennent, « **des vaillants soldats au service de la bonne gouvernance en Côte d'Ivoire** », nous devons, **d'une part**, attirer **les meilleurs talents**, dès leur sortie des centres de formation d'excellence, tels que l'Ecole Nationale d'Administration, l'INP-HB et l'ENSEA ; et favoriser, **d'autre part, la reconnaissance par la Nation**, du travail accompli par nos organes de contrôle, en instituant un prix d'excellence dédié au secteur de la bonne gouvernance, et en distinguant dans l'ordre national les personnes méritantes, à l'instar de ce qui se fait pour d'autres branches socio- professionnelles.

Si nous voulons des inspections sectorielles plus dynamiques, capables de porter le changement, et mieux, de l'incarner, nous devons dépoussiérer **les textes actuels** et y introduire les innovations requises.

Tout ceci suppose, vous en conviendrez, **une certaine attractivité** en termes de rémunération, de déroulement de la carrière et de mise à niveau permanente.

Avec la permission de l'IGE, je voudrais insister particulièrement sur ce dernier point, car le savoir acquis à un moment donné peut ne plus être adapté aux enjeux nouveaux, tant les évolutions sont rapides.

Notre capacité à assurer **l'audit interne** dans les administrations, qui est un challenge à tout point de vue, est un raccourci saisissant de cette réalité.

Pour ce faire, il urge d'inscrire, dans le champ pratique, les **différentes propositions de textes** sur lesquelles nous avons travaillé collectivement, durant plusieurs mois, dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des finances publiques et qui nourrit bien des espoirs au sein des différentes inspections.

Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat,

Votre volonté affirmée de veiller à l'implémentation des réformes emporte donc notre totale adhésion. C'est le lieu de souligner que certaines actions ont déjà été menées, tandis que d'autres sont en cours de réalisation sous l'égide de votre institution. Je voudrais citer, notamment :

- l'élaboration des nouveaux projets de textes des structures de contrôle et d'inspection prenant en compte les nouveaux métiers induits par le nouveau cadre harmonisé des Finances publiques de l'UEMOA
- le renforcement du cadre de collaboration par la formalisation et l'opérationnalisation de la plateforme IGE/IGM en vue d'une meilleure coordination et synergie entre les structures de contrôle et d'inspection
- l'initiative de renforcement des capacités des inspections en audit et contrôle interne ;
- les missions conjointes avec l'IGF et les inspections des régies financières et du budget.

Nous soutenons particulièrement votre projet consistant en la mise en place **d'une stratégie plus concertée**, plus participative, entre l'Inspection Générale d'Etat et l'ensemble de nos inspections.

Du reste, il ne saurait en être autrement, tant nous devons unir nos efforts pour former **un bloc homogène**, cohérent dans ses approches méthodologiques, efficace dans ses actions, et rigoureux dans les observations et recommandations formulées.

Il convient de noter, qu'il existe, outre notre contrôle administratif, un contrôle parlementaire et un contrôle juridictionnel à travers la Cour des Comptes. Ces trois types de contrôle sont complémentaires. Aussi nos mandants et concitoyens doivent-ils percevoir l'utilité et l'efficacité du contrôle administratif que nous exerçons en parallèle avec les autres types de contrôle.

Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

On le voit, notre rôle, loin d'être négligeable, est central. Il est même au cœur de tous les enjeux, puisqu'il concerne l'ensemble des citoyens ; nous devons veiller, en ce cette année 2018 plus qu'auparavant, à ce que cela soit mieux compris à tous les échelons de la société.

En effet, trop souvent, l'opinion publique n'a pas une claire conscience de notre contribution, du fort lien entre les réalisations, les progrès constatés et notre apport, car il faut du temps pour que nombre

de nos actions arrivent à maturité confirmant ainsi, la belle formule de Leonard de Vinci qui sied si bien aux inspections, je cite « **il n'est aucune chose qui aille plus vite que les années** ». Fin de citation. Que 2018 permette donc de renforcer notre crédibilité afin que nous soyons davantage reconnues comme des structures d'excellence,

Que les idées-forces énoncées par Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat lors de sa prise de contact avec nous, ainsi que celles qu'il ne manquera pas de nous notifier ce jour, se concrétisent. Je crois pouvoir affirmer qu'à cet effet, nous jouerons pleinement notre partition à ses côtés.

Qu'aux plans personnel et professionnel, 2018 soit fructueuse pour vous, Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat, votre épouse, votre famille et vos proches.

Fasse Dieu que vous trouvez auprès d'eux, la sérénité et la paix intérieure sans laquelle rien de grand, de beau et de bon n'est possible.

Puisse Dieu vous procurer la santé nécessaire pour mener à bon port le vaisseau Amiral IGE avec la collaboration de l'ensemble des Inspections.

J'associe à ces vœux, vos collaborateurs ainsi que mes pairs inspecteurs pour une vie professionnelle et personnelle radieuse.

Que Dieu veuille sur notre pays et lui accorde la paix.

Bonne année 2018 à toutes et à tous.

Je vous remercie.

SYLLA LASSANA